

Philippe Poirier / Patrick Dumont

# Dynamiques électorales du PCS en 2004

Les élections législatives de 2004 ont été marquées par le redressement du Parti chrétien-social qui, avec 36,1% des voix exprimées au niveau national, a inversé pour la première fois depuis 1984 sa courbe électorale. L'ampleur de ce redressement est remarquable, puisqu'il faut retourner en 1979 pour observer un tel gain électoral, celui de 1979 étant par ailleurs particulier, car il succédait à une défaite plus violente encore qui avait provoqué l'absence volontaire (et unique depuis 1945) du PCS des strapontins gouvernementaux et laissé la voie à une coalition entre libéraux et socialistes entre 1974 et 1979. En 2004, l'écart entre le premier parti et le second est désormais de plus de 12 points, la plus grande différence enregistrée dans l'après-guerre. Ce qui a sans aucun doute aussi frappé les esprits des concurrents politiques et des observateurs, c'est l'ob-

tention de scores à peu près égaux pour le PCS dans les quatre circonscriptions (entre 35 et 39% des suffrages exprimés) et le fait d'avoir détrôné le POSL dans le Sud, qui depuis 1959 restait un fief inexpugnable des socialistes sur fond de culture ouvriériste.

---

**En 2004, l'écart entre le premier parti et le second est désormais de plus de 12 points, la plus grande différence enregistrée dans l'après-guerre.**

---

Ce sentiment d'affaiblissement des spécificités régionales, en tout cas dans l'électorat chrétien-social, est renforcé lorsque l'on passe à un niveau d'analyse inférieur: l'étendue des résultats du PCS sur les 12 cantons, c'est-à-dire la différence entre son score le plus élevé (Capellen, 40,7%) et son score le plus faible (Esch, 34,1%) n'est que de 6,6%, soit la plus faible des partis représentés à la Chambre (le POSL, quant à lui, se démarque avec une étendue plus de trois fois supérieure à celle du parti de centre-droit). En comparaison, l'étendue des résultats cantonaux du PCS était de 15,9% en 1984, et de 36,2% en 1954. En 2004, le parti du Premier ministre a gagné davantage dans les cantons où il était relativement plus faible en 1999<sup>1</sup>, tout en consolidant ses bastions traditionnels. Si cette homogénéisation territoriale des performances électorales du PCS n'est ni spécifique à ce parti (on la

retrouve au DP, mais l'étendue reste de plus de 14% en 2004; tandis que chez les Verts, l'étendue de 2004 est à un niveau semblable à celui du PCS, mais compte tenu de la faiblesse relative de son meilleur score – 15,3% à Redange –, ceci est moins remarquable) ni exclusive dans l'histoire de celui-ci (l'homogénéité de 1999 était du même ordre, mais les niveaux de résultats bien différents, puisque le score maximal de 1999 était inférieur au score minimal de 2004), elle semble témoigner de deux évolutions importantes et intimement liées du système politique luxembourgeois: premièrement, la perte de vivacité d'une de ses données fondamentales que représentait la disparité des résultats en fonction de structures sociodémographiques régionales (ruralité, bassin sidérurgique, etc.); deuxièmement, l'adaptation – à sa manière – de son principal parti aux évolutions de la composition du corps électoral luxembourgeois. La suite de cet article est consacrée à l'analyse de cette adaptation, au moyen de données agrégées au niveau des communes et de l'étude de données individuelles tirées du sondage post-électoral commandité par le projet ELECT 2004.

## Les résultats du PCS au niveau des communes

L'analyse des résultats des différents partis au niveau des 118 communes lors des élections législatives de 2004 révèle l'importance de l'implantation du PCS dans l'ensemble de celles-ci: son score minimal est en effet de 26% (à Duede-

*Patrick Dumont est chercheur à l'Université du Luxembourg. Dernier ouvrage paru en co-édition avec Philippe Poirier, Report on the Luxembourg Presidency: A Presidency devoted to the Stability and Growth Pact and to the Lisbon Process. Stockholm: Swedish Institute for European Policy Studies/EO-print AB, 65, avril 2005.*

*Philippe Poirier est docteur en sciences politiques, chercheur à l'Université du Luxembourg. Dernier ouvrage paru en co-édition avec Pascal Delwit, Parlement puissant, électeurs absents? Les élections européennes de juin 2004 aux éditions de l'Université libre de Bruxelles, avril 2005.*

*Ce texte est issu du projet de recherche ELECT 2004. Ce projet, placé sous la direction de Fernand Fehlen à l'Université du Luxembourg, est financé par la Chambre des députés et succède à l'étude ELECT 1999 dont le rapport fut rendu public fin 2000. Le rapport complet de la présente édition sera publié fin 2005.*

lange), soit plus d'un électeur sur quatre. Il n'y a par ailleurs que 6 communes sur les 118 où le PCS ne passe pas la barre des 30% (alors qu'il y en avait 43 sur 118 en 1999). On ne peut ici parler de points faibles qui constitueraient autant de priorités à régler. Les meilleurs scores pour le PCS (entre 38% et 47%) ont été enregistrés principalement dans les communes de la circonscription Est, non pas en bord de Moselle mais plus particulièrement celles qui sont devenues les communes dorts de la ville de Luxembourg, tandis que l'on trouve désormais les communes plus «tièdes», c'est-à-dire celles qui ont accordé «seulement» entre 26 et 34% (en dessous de sa moyenne nationale) des votes au PCS essentiellement dans la circonscription Nord. Si depuis 1989 déjà, on pouvait constater que le leadership du PCS sur le pays dépendait de moins en moins de ces circonscriptions anciennement rurales, ce renforcement de l'électorat du PCS dans le Centre, le Sud et toutes les communes se retrouvant dans un périmètre de 20 kilomètres autour de la Ville de Luxembourg – à l'exception de celles du canton de Mersch – est déjà un bon indice que non seulement le parti a gagné de nouveaux électeurs (qu'ils soient des primo votants ou des électeurs venant d'autres partis), mais aussi que la structure sociodémographique de son électorat s'est profondément modifiée depuis 1999 où il avait arrêté un déclin électoral que d'aucuns considéraient comme inexorable.

D'autre part, bien que le vote socialiste se rétracte dans la circonscription Sud, celui-ci enregistre encore un différentiel de dix points avec ceux des

circonscriptions Nord et Est. La contre-performance du POSL dans le Nord est particulièrement importante puisqu'il y disposait théoriquement de relais précieux depuis les élections communales d'octobre 1999. Le DP, quant à lui, recule fortement dans son bastion du Centre pour atteindre des niveaux plus semblables dans les quatre circonscriptions alors qu'il détenait un vaste réseau d'élus communaux dans le Centre et le Nord. La capture du vote libéral par le PCS dans le Centre<sup>2</sup>, et dans une moindre mesure du vote POSL dans le Sud, est une donnée fondamentale des élections de 2004.

### **Les évolutions des résultats du PCS et du DP sont très fortement et négativement corrélées, les gains les plus importants du PCS se situant donc principalement dans les communes où le DP subissait ses pertes les plus importantes.**

Bien plus encore, elle peut signifier un autre fait nouveau quant à la médiation politique au Luxembourg: les électeurs peuvent avoir de plus en plus un comportement électoral fortement différencié aux élections législatives et communales.

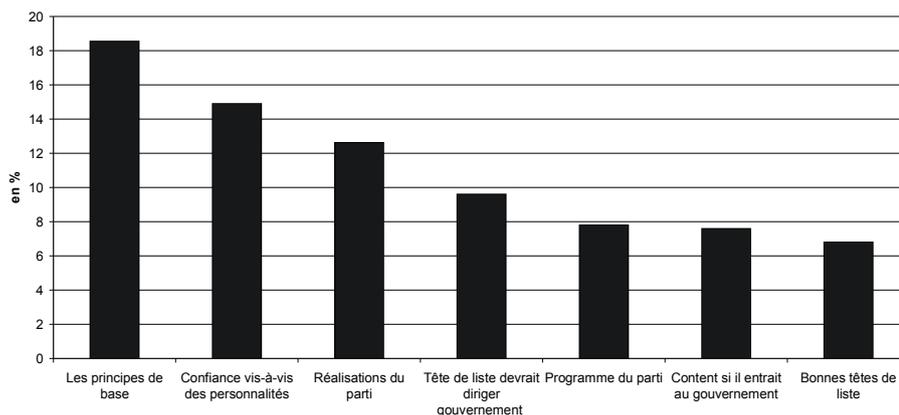
L'étude quantitative confirme ces premières impressions: si l'on analyse les scores obtenus par les cinq grands partis dans les 118 communes, on constate que les résultats du PCS sont significativement et négativement corrélés avec ceux du POSL puis avec ceux du

DP, ce qui signifie que là où le PCS est le plus fort, ces deux partis obtiennent leurs moins bons résultats. Le lien est néanmoins moins important et moins significatif avec le DP qu'avec le POSL, ce qui confirme bien que les socialistes continuent à s'appuyer davantage sur des bastions dans lesquels le PCS ne peut qu'obtenir ses scores comparativement les plus faibles (même si ceux-ci sont désormais nettement plus importants qu'en 1999).

La corrélation entre résultats du PCS et du POSL est en effet quasi inchangée par rapport à 1999, tandis que le lien négatif avec le DP est désormais de moindre ampleur et moins significatif, ce qui indique que les meilleurs scores du PCS correspondent désormais moins aux scores les plus faibles du DP et vice-versa. Le DP a en effet perdu le plus là où il était le plus fort en 1999, alors que les évolutions de résultats 1999-2004 du POSL ne sont pas liés au niveau de résultat que ce parti obtenait en 1999. Ce nivellement par le bas des scores du DP, couplé au fait que le PCS a justement le plus gagné dans les communes où les résultats du DP étaient globalement les meilleurs en 1999 (voir plus bas), rend donc le lien avec le niveau absolu du PCS en 2004 moins évident. Il n'existe en revanche pas de lien significatif entre les résultats absolus du PCS aux législatives et ceux des Verts ou ceux de l'ADR<sup>3</sup>. En 1999 pourtant, on observait une corrélation positive et significative avec ce dernier parti, ce qui indiquait que les meilleures performances du PCS en 1999 étaient tendanciellement obtenues là où l'ADR réalisait lui aussi ses meilleurs résultats et vice-versa. Comme pour le DP, les pertes les plus importantes de l'ADR en 2004 se situant clairement là où il était le plus fort en 1999 (le lien est même plus accentué que pour le DP), la corrélation des scores PCS avec ceux de l'ADR en 2004 est désormais quasi nulle et non significative.

Une mise en relation des gains et des pertes des différents partis permet d'affiner encore cette analyse. Au niveau des communes pour les élections législatives, les évolutions des résultats du PCS et du DP sont très fortement et négativement corrélées, les gains les plus importants du PCS se situant donc principalement dans les communes où le DP subissait ses pertes les plus importantes. Il s'agit là de la corrélation la plus forte

7 premiers motifs du vote aux élections législatives de 2004



observée, même si l'on remarque aussi que les plus grands gains du PCS sont géographiquement liés, mais bien moins que dans le cas de la corrélation avec le DP, aux plus grandes pertes de l'ADR. Les liens avec les évolutions de résultats des autres partis sont en revanche non significatifs. La carte ci-dessous reprend la distribution géographique des gains (et des pertes, pour six communes seulement) électoraux du PCS en 2004.

A présent, peut-on observer un lien entre les performances électorales du PCS au scrutin de juin 2004 et les caractéristiques sociodémographiques des communes luxembourgeoises? Une simple analyse de corrélations au moyen de données issues du recensement de 2001<sup>4</sup> et agrégées au niveau des communes apporte de nombreux éléments de réponse à notre questionnement de départ relatif à l'adaptation du PCS aux évolutions de la population du pays. Les tendances sont assez claires: le PCS a gagné le plus de voix dans des communes comparativement «privilegiées», où la part générale d'étrangers et en particulier la part de fonctionnaires internationaux est importante et où la présence de ce type de population contribue certainement au coût plus élevé des loyers. La population électorale (donc luxembourgeoise) de ces communes se distingue par une proportion élevée d'habitants très éduqués. En revanche, le PCS a connu des accroissements moindres (voire quelques tassements) de ses résultats dans les communes plus modestes, rurales (avec une part comparativement importante d'agriculteurs) et avec une population électorale comprenant davantage d'ouvriers, de retraités et plus généralement moins éduquée.

Il se confirme donc bien qu'avec les mouvements de voix de 2004, l'électorat du PCS se retrouve de moins en moins caractérisé par sa prégnance dans le monde rural (son secteur agricole, sa population davantage âgée, moins éduquée, etc.) et qu'il est devenu davantage en phase avec les évolutions, principalement marquées autour de la capitale (population plus jeune, plus active, plus éduquée, plus cosmopolite avec notamment une présence marquée de fonctionnaires internationaux, communes aux loyers plus chers, etc.), de sa population. Mais quelles sont les raisons mentionnées par les électeurs, et en particulier ses nouveaux électeurs, pour voter

pour le principal parti du pays? Ceux-ci considèrent-ils que le PCS a changé son message? La formation chrétienne

**Les électeurs du PCS, du DP et de l'ADR sont les plus nombreux à déclarer qu'ils se sont décidés sans connaître ou se référer à la doctrine officielle du parti.**

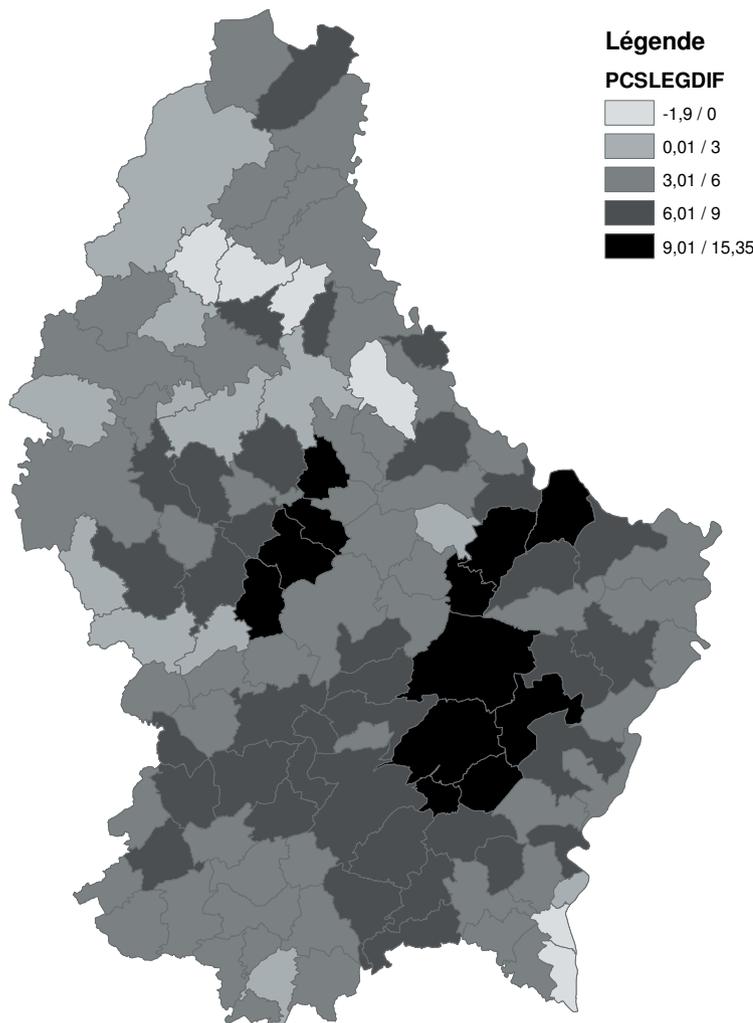
démocrate a-t-elle réussi à davantage à cibler certaines catégories de la population qui jusqu'alors lui faisaient défaut? Ou au contraire un plus grand nombre d'électeurs aux caractéristiques individuelles et vivant dans des contextes sociodémographiques différents ont-ils décidé de se rallier à l'idéologie générale

véhiculée par le Parti chrétien-social? C'est à ce type de questions que nous tentons de répondre dans la section suivante, sur base des données de sondage tirées du projet ELECT 2004. Le rapport final de ce dernier analysera dans le détail les déterminants du vote (dont par exemple pour le PCS l'effet du facteur degré de «religiosité», etc.), exercice auquel nous ne pouvons nous plier dans le cadre de cet article.

**Les motivations du vote selon le sondage post-électoral**

Si l'on considère l'entièreté des personnes interrogées lors du sondage post-électoral, on remarque que l'électeur luxembourgeois déclare se déterminer en premier lieu par adhésion aux prin-

Différences de résultats du PCS entre législatives 2004 et 1999



cipes de base du parti (18,5%) auquel il octroie son vote principal<sup>5</sup>. En second lieu, il ou elle choisit en fonction des personnalités (14,9%) qui se présentent, ce qui n'est guère étonnant compte tenu du caractère éminemment personnalisé du système électoral en vigueur, puis en fonction des réalisations du parti au cours de la législature passée (12,6%).

Les principes de base auxquels se réfèrent les formations politiques situées au centre droit et à droite sont moins décisifs au moment de voter. Les électeurs du PCS, du DP et de l'ADR sont les plus nombreux à déclarer qu'ils se sont décidés sans connaître ou se référer à la doctrine officielle du parti. C'est une réponse somme toute classique des électors de centre ou de droite qui souvent refusent de se déterminer par un corpus idéologique précis, car ils dénieient souvent la pertinence d'un discours globalisant sur la société. Dans le cas du PCS, c'est peut-être aussi une prise de distance ou une indifférence assez prononcée vis-à-vis du catholicisme social, sans doute liée aussi à la baisse de la pratique religieuse et de la participation au réseau associatif mis en place par l'Eglise<sup>6</sup>. La tendance à une moindre adhésion aux grandes doctrines politiques se vérifie plus généralement depuis la fin des années 80. Les électeurs y font moins référence sauf pour les extrêmes et les gauches (ce que l'on retrouve également dans le tableau ci-dessous). Le vote «par tradition» est également moins marqué chez les chrétiens-sociaux que chez les socialistes ou les libéraux. Pour le PCS, cette double caractéristique est néanmoins le gage d'une fragilité électorale potentielle, dans la mesure où la plupart des électeurs votent pour le PCS en termes de coûts et d'avantages plutôt que par adhésion idéologique ou par habitude, en fonction de l'appartenance à certains milieux ou du profil sociologique.

Les électeurs du PCS votent en premier lieu en fonction de la confiance qu'ils accordent aux personnalités du parti, mais ceci ne les démarque que peu par rapport aux électeurs des autres partis en termes de personnes mentionnant ce critère (la légitimité politique va de pair avec la proximité entre électeurs et élus, clairement facilitée par le système électoral et la petitesse du pays, et ceci vaut bien sûr pour tous les électors). Ce qui les caractérise davantage, c'est la réfé-

rence à la qualité des têtes de liste et la volonté que le leader du parti devienne à coup sûr le Premier ministre. La monopolisation de la légitimité politique au Luxembourg par le PCS au moment de l'accélération de la professionnali-

**La «voie sûre» proposée par le PCS aux élections législatives de 2004 n'a été finalement que l'illustration de sa «cartelisation» déjà bien entamée pour un parti qui se définit comme «staatstragend».**

sation de l'activité politique se vérifie également par le haut degré d'attention que les électeurs manifestent vis-à-vis des réalisations opérées par celui-ci sur les cinq dernières années<sup>7</sup>. Comme en témoigne le tableau ci-dessous, les nouveaux électeurs du PCS (qu'ils aient voté en 2004 pour la première fois ou pour un autre parti auparavant) citent bien plus ces motivations que l'ensemble de l'électorat chrétien-social de 2004 et relèguent les éléments d'adhésion à la doctrine ou au programme électoral plus bas dans le classement.

De cette très brève analyse de données de sondage, nous pouvons retirer que

le PCS a attiré davantage encore d'électeurs pour des raisons qui ne relèvent en rien (ou très peu) de sa doctrine ou de questions programmatiques. Au cours du temps, le réseau de notables traditionnels, qui par leurs autorités ou par leurs influences mobilisaient l'électorat du PCS, a évolué, et la détention du pouvoir administratif attire au parti de plus en plus d'hommes et de femmes désireux de faire carrière en politique (non pas dans le sens de la militance, mais bien de la professionnalisation de la politique), qui ne sont pas forcément issus des milieux catholiques mais qui attirent de nouveaux électeurs. Cette attractivité pour des candidats de qualité ne peut se faire qu'au prix d'une certaine modération programmatique et doctrinale, et ne peut durer que si le parti tient bien ses promesses, c'est-à-dire de donner l'accès au pouvoir. De même, les électeurs PCS ne se déterminent pas par rapport à une représentation d'enjeux collectifs pour la société grand-ducale, mais par rapport aux personnalités qui peuvent incarner le mieux la continuité du niveau de protection sociale et de développement économique que le Luxembourg a atteint.

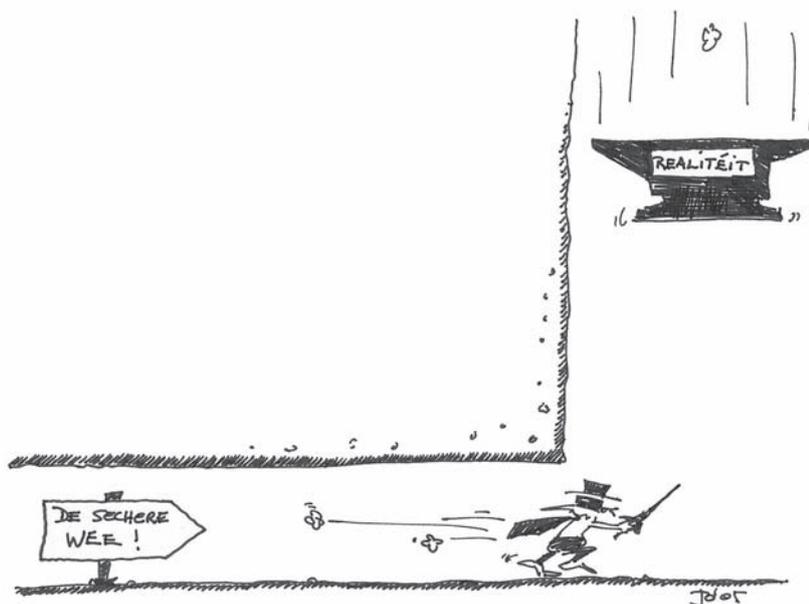
In fine, les dynamiques électorales du Parti chrétien-social aux élections législatives de 2004 sont exemplaires aussi bien de la recomposition partisane que du rôle attribué désormais à une for-

Motifs du vote pour le parti auquel le répondant a accordé le plus de voix (motif mentionné par plus de 5% de l'électorat du parti):							
	La Gauche	Les Verts	POSL	PD	ADR	PCS	Nouveaux électeurs PCS
1	Principes de base / convictions	Principes de base / convictions	Principes de base / convictions	Confiance hommes et femmes du parti	Réalisations durant 5 dernières années	Confiance hommes et femmes du parti	Têtes de listes devraient être chef de gouvernement
2	Programme électoral	Programme électoral	Pour qu'il entre au gouvernement	Principes de base / convictions	Principes de base / convictions	Réalisations durant 5 dernières années	Confiance hommes et femmes du parti
3	Par protestation	Pour qu'il entre au gouvernement	Confiance hommes et femmes du parti	Réalisations durant 5 dernières années	Programme électoral	Principes de base / convictions	Bonnes têtes de listes
4		Réalisations durant 5 dernières années	Programme électoral	Pour qu'il entre au gouvernement	Par protestation	Bonnes têtes de listes	Réalisations durant 5 dernières années
5		Pour exprimer mon avis sur un point spécifique	Connaissances actives dans le parti			Têtes de listes devraient être chef de gouvernement	Programme électoral
6		Pour qu'il soit représenté à la Chambre	Par tradition				Principes de base / convictions

mation politique de gouvernement qui ont eu cours ces quinze dernières années dans les principales démocraties de l'Europe de l'Ouest. Plus précisément, les politologues Richard Katz et Peter Mair<sup>8</sup> ont proposé un nouveau modèle théorique pour appréhender le changement organisationnel des partis et des systèmes de partis, le «parti de cartel». La transformation organisationnelle des partis et leur fonction auprès de l'électeur sont liées à un changement plus global du système de la démocratie représentative, qui intégrerait désormais de plus en plus les partis dans l'Etat ou dans son prolongement, aux

dépens directs de leur enracinement social ou doctrinal fort comme par le passé. Autrement dit, le «parti de cartel» se veut résolument tourné vers l'exercice du pouvoir et tend à prendre la forme d'une agence plus ou moins dépendante de l'Etat, dont la fonction reconnue par les électeurs est tout simplement d'assurer tant la manne de l'Etat protecteur qu'elle soit de l'ordre social, économique ou sécuritaire que de sélectionner le personnel politique dont la conception du pouvoir doit être la plus «a-idéologique possible» pour répondre justement à la fragmentation sans cesse à l'œuvre de la société. La «voie sûre» proposée par le

PCS aux élections législatives de 2004 n'a été finalement que l'illustration de sa «cartelisation» déjà bien entamée pour un parti qui se définit comme «staatstragend». Elle lui a permis d'attirer notamment de nouveaux électeurs, parmi les catégories sociales les plus aisées et les plus éduquées, jusqu'alors parmi les plus rétives à son identité partisane. Le PCS a réussi aux élections législatives de 2004 le monopole de cette cartelisation. Il en sera d'autant plus tenu responsable du bilan du gouvernement à la fin de la présente législature par ses nouveaux électeurs.



<sup>1</sup> Ce lien négatif entre niveau de départ et importance des gains est nettement moins important pour les Verts, l'autre grand vainqueur du scrutin de juin 2004.

<sup>2</sup> L'attractivité du vote PCS en Ville de Luxembourg aux dernières législatives est remarquable dans la mesure où le parti aux élections communales d'octobre de 1999 avait encore réalisé un moins bon score qu'aux élections législatives de juin 1999.

<sup>3</sup> Ce n'est pas le cas pour les élections européennes, où l'on constate qu'il existe un lien négatif et significatif entre les scores absolus du PCS et de verts, qui indique que les meilleurs résultats des uns ont tendance à se trouver là où se situent les moins bons des autres. Aux européennes, le lien négatif observé pour les législatives entre résultats du PCS et du DP disparaît,

raît, tandis que celui avec le POSL est renforcé. En revanche, les meilleurs résultats du PCS se trouvent, comme aux législatives de 1999 mais contrairement à celles de 2004, plutôt là où se situent les meilleurs scores de l'ADR. Le rapport ELECT 2004 reviendra plus en détail sur les différences de comportement électoral entre scrutin national et européen, qui pourtant au Luxembourg se déroulent le même jour.

<sup>4</sup> Voir Catherine Burnotte-Boreux et Yvan Casteels (2003) La société luxembourgeoise à travers le recensement de 2001, sous la direction de Fernand Fehlen, Luxembourg : STATEC.

<sup>5</sup> La question était la suivante : « Nous aimerions savoir pourquoi vous avez donné le plus de voix à tel parti. Voici une liste de motifs possibles, dites-nous

pour chacun d'entre eux s'il a oui ou non joué un rôle pour vous ? ».

<sup>6</sup> Ce qui ne veut pas dire que la pratique religieuse n'est pas ou plus un déterminant du vote PCS, comme nous le verrons dans le rapport ELECT 2004.

<sup>7</sup> C'est aussi le cas, mais à un degré légèrement moindre, du partenaire de coalition de l'époque. Le parti dominant de l'opposition au parlement, le POSL, ne pouvait quant à lui compter sur ce type de motivation, alors que les électeurs de l'ADR le citaient en premier lieu.

<sup>8</sup> Katz R., Mair, P., Changing Model of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party, *Party Politics*, 1, 1, p 5-28, 1995.